



Rassemblement pour Lyhanna à Paris le 8 juin 2026

Discours collectif de la Coalition féministe et enfantiste pour une loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles

Nous représentons ce soir les 150 associations, ONGs et syndicats de la coalition féministe et enfantiste pour une loi intégrale contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Notre coalition est historique. Les féministes et les enfantistes mènent un même combat.

Le combat contre les violences sexuelles. Le combat contre les violences masculines. Le combat contre le patriarcat. Le combat contre l'impunité. Le combat contre un système qui protège davantage les agresseurs que les victimes. Le combat pour que le gouvernement agisse enfin pour améliorer la prévention tout autant que le combat pour la justice et pour la réparation. Nous vivons quand même dans un drôle de pays qui protège le moins son bien le plus précieux : les enfants.

Si nous sommes ici ce soir, ensemble pour organiser cet événement, et avec vous dans presque 200 villes de France, c'est pour crier ensemble notre peine et notre colère suite au meurtre de Lyhanna.

Comme vous toutes et tous, nous avons découvert qu'avant d'être assassinée ou violée, des signalements existaient. Que des plaintes existaient.

Malgré cela, elle n'a pas été protégée. Lyhanna aurait dû être en vie. Elle aurait dû être en train de dîner avec sa famille. Elle aurait dû être en train de rire avec ses amies. Elle aurait dû avoir un avenir.

Lyhanna, c'est l'injustice de trop. Parce qu'elle rejoint aujourd'hui la longue liste des femmes et des enfants victimes de viols, d'inceste, de féminicides ou d'infanticide que notre pays n'a pas su protéger, nous vous proposons maintenant un moment de recueillement. Pour Lyhanna. Pour sa famille. Pour ses amies. Pour toutes les victimes enfants, pour toutes celles et ceux qui ne sont plus là parce que les institutions ont regardé ailleurs. Pour toutes les survivantes et survivants de violences sexuelles, qui se battent pour garder la tête hors de l'eau, une minute de silence.

MINUTE DE SILENCE

Merci.. Merci.

Notre peine ce soir n'a d'égale que la colère. Lyhanna n'est pas morte parce qu'on ne savait pas quoi faire. Lyhanna est morte parce qu'on a refusé de faire ce qu'il fallait.

C'est l'injustice, l'aveuglement de trop. Une injustice et un aveuglement qui ne sont pas le seul fait d'une juge, ou d'un procureur. Cette injustice et cet aveuglement sont organisés par des

responsables politiques qui ont décidé, depuis 10 ans, de regarder ailleurs. Qui ont décidé, depuis 10 ans, de ne pas nous écouter. Dix ans et bien plus avant. Des décennies en fait.

De ne pas prendre en compte les alertes remontées par toutes les associations et le système judiciaire. Qui ont décidé que cette cause ne méritait pas qu'on y mette les moyens. Un système dont les responsables politiques connaissent parfaitement les failles. Un système qu'ils ont choisi, consciemment de ne pas réparer.

Un système que nous dénonçons depuis des années : #Metoo a déclenché une avalanche de plaintes, 3 fois plus qu'avant 2017. Face à cela, il y a eu 94% de classement sans suite dans les affaires de viol. Des classements faute de preuve mais surtout faute de moyens d'enquêter. Et faute de volonté politique au sommet d'en faire une priorité. 77 mois entre la première plainte et le final de la procédure. 1% des violeurs condamnés.

Lorsque 160 000 enfants et plus de 325 000 femmes sont victimes chaque année de violences sexuelles, ce n'est plus une série de faits divers. C'est un phénomène de masse. Une violence systémique. Une urgence nationale Et un gouvernement qui ne protège pas ses enfants doit rendre des comptes.

S'il se décide, la solution est déjà là. Nous avons travaillé 140 mesures de la loi intégrale, qui exigent une véritable politique publique coordonnée au plus haut niveau de l'État. Stop aux petites annonces. Stop aux petits budgets. Stop aux excuses. Nous voulons de la volonté politique, de l'impulsion politique et des actes.

La vérité est simple : Lyhanna n'est pas morte parce que nous manquons de solutions.

Lyhanna est morte parce que nous manquons de volonté politique.

Quand un pays dépense davantage pour réparer les conséquences d'un problème que pour l'empêcher, il a déjà fait un choix.

Aujourd'hui, l'État dépense quelques dizaines de millions d'euros contre les violences sexuelles.

Pour des centaines de milliers de victimes. Pour des dizaines de milliers d'enfants, qui détruit des vies entières.

L'Etat dispose de 2 fois moins de juges et 4 fois moins de procureurs que la moyenne européenne. Les tribunaux manquent cruellement aussi de personnels administratifs, ces petites mains invisibles, souvent des femmes, sans qui le système judiciaire ne peut pas fonctionner.

Et ensuite, les mêmes responsables politiques s'étonnent que les associations soient débordées. Que les psychologues manquent. Que les enquêteurs manquent. Que les magistrats manquent.

Nous ne manquons pas de diagnostic. Nous manquons de courage politique.

Nous demandons 3 milliards d'euros pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Mais à quoi serviraient ces moyens ? À réparer, bien sûr. À soigner. A protéger. À enquêter. À juger.

Mais surtout à empêcher. Car la plus grande victoire contre les violences sexuelles ne sera jamais une condamnation, La plus grande victoire sera le viol qui n'aura jamais eu lieu.

Féministes et enfantistes, nous savons que la meilleure lutte contre les violences sexuelles, c'est la prévention. Nous ne voulons pas seulement que les violeurs soient condamnés, nous voulons d'abord et avant tout ne pas être violés.

La prévention, c'est la lutte contre la culture du viol. Le combat pour l'égalité filles garçons. La sensibilisation des professionnels, de toutes et de tous. À l'école. Dans les clubs sportifs. Dans les familles. Dans les entreprises. Dans les médias.

Nous avons depuis 2001 une loi qui prévoit trois séances d'éducation à la vie affective et sexuelle par an. Elle ne commence à être appliquée que depuis cette année avec l'EVAR et l'EVARS. C'est crucial de réaliser cette prévention et cette détection aussi, on le sait : 3 enfants par classe sont victimes, auprès des enfants dans le lieu où on les retrouve tous obligatoirement : l'école.

En face, on laisse pulluler des plateformes dont le modèle économique repose sur la violence. Une industrie pornographique qui érotise l'humiliation, l'inceste, la domination, le racisme et la misogynie. Des sites internet qui permettent l'échange de conseil sur comment violer sa femme ou ses enfants.

Nous refusons que les contenus pédocriminels continuent à prospérer. Nous refusons que les vidéos de viol circulent plus vite que les décisions de justice. Nous refusons qu'une industrie multimilliardaire continue à fabriquer les agresseurs de demain.

Pour celles et ceux qui y survivent, les violences sexuelles ne s'arrêtent pas le jour où elles cessent. Elles sont une longue déflagration. Dans les cauchemars. Dans le corps. Dans la santé. Dans les études. Dans le travail. Elles continuent parfois pendant des décennies.

Et pourtant l'accès aux soins reste un parcours du combattant. Nous demandons le remboursement intégral du psychotraumatisme. Des centres spécialisés. Une prise en charge immédiate.

Parce que la reconstruction n'est pas un luxe.

C'est un droit.

Toutes les trois minutes. Toutes les trois minutes. Toutes les trois minutes.

Pendant que nous parlons ici. Pendant que nous pensons à Lyhanna.

Pendant que nous manifestons. Un enfant est victime de violences sexuelles dans notre pays.

Toutes les trois minutes.

Et pourtant nous continuons à douter de la parole des enfants.

Et pourtant, il y a bien eu dans notre pays une Commission sur l'Inceste et les Violences sexuelles faites aux Enfants, la CIIVISE, porteuse de mesures pour protéger les mineur.e.s des agresseurs. Mais rien n'a été fait. Où sont passées les recommandations de la CIIVISE

? En s'appuyant sur le travail de la CIVIISE, nous demandons l'introduction d'une infraction d'inceste spécifique, l'imprescriptibilité de ces crimes, l'instauration d'entretiens individuels annuels avec les enfants pour mieux repérer les situations de danger. Et l'abandon de toute référence au prétendu "syndrome d'aliénation parentale", car notre système maltraite les mères protectrices, livrant leurs enfants à leurs agresseurs.

Les enfants parlent, écoutons-les, croyons-les !

Combien de femmes sont reparties d'un commissariat sans avoir été entendues ? Combien d'enfants ont été découragés ? Combien de familles ont abandonné ? Combien reçoivent, des années après, une lettre de classement sans suite, à peine motivé, sans autre forme de procès ?

Nous demandons des brigades spécialisées. Des enquêteurs formés. Des avocats correctement rémunérés.

Des moyens. Oui des moyens ! Il ne faudrait pas en parler ? Mais c'est trop facile de reporter la responsabilité sur 2-3 individus qui n'auraient pas fait correctement leur travail. Trop facile et à côté du sujet. Obscène et inconséquent. L'argument qu'aime à reprendre l'extrême droite qui dénonce à tout-va le laxisme de la Justice et cible ainsi un pilier fondamental de l'Etat de droit et de notre démocratie. Soyons claires : l'extrême-droite n'est pas et ne sera jamais l'alliée des femmes et des enfants, ses votes et prises de position le prouvent.

Des moyens donc, il nous en faut. Des interprètes. Des greffiers et greffières. Des attaché.es et des assistant.es de justice, recruté.es précisément pour pallier le manque de juges et de procureurs. Des procédures adaptées.

Et que chaque plainte déposée pour violence sexuelle certains actes d'enquêtes soient obligatoirement réalisés dans un délai raisonnable.

Qu'on nous informe systématiquement des suites données, avec des décisions vraiment motivées et détaillées en cas de classement sans suite.

Qu'on enquête sur les mis en cause plutôt que sur le passé sexuel des victimes.

Qu'on ne puisse plus classer sans suite pour gérer les stocks.

Les viols que nous subissons viols ne sont pas des stocks à gérer.

Le système judiciaire craque ? Et comment en serait-il autrement ? On nous répond souvent qu'il faut être patientes. Que les magistrats font ce qu'ils peuvent. Que les enquêteurs sont débordés.

Que les tribunaux sont saturés. Ce n'est pas faux. Mais à qui la faute ? Qui décide des budgets ? Qui décide qu'il y a 2 fois moins de juges et 4 fois moins de procureurs que chez nos voisins européens ?

Qui décide que les violences sexuelles peuvent attendre ?

Depuis des décennies, les gouvernements successifs savent. Ils savent que les dossiers s'accumulent. Ils savent que les audiences explosent. Ils savent que les victimes abandonnent. Ils savent que les enfants ne sont pas protégés.

Ils savent. La responsabilité est d'abord en haut, à ceux qui gouvernent qui nomment les priorités et doivent les impulser

Et pourtant ils refusent toujours d'investir à la hauteur du problème. Ils ont voulu gérer le manque de moyens en jugeant les viols dans des cours criminelles départementales. Puis à l'heure actuelle ils veulent expédier tout cela avec le plaider coupable criminel.

Toujours la même logique : Faire moins cher. Faire plus vite. Faire avec moins.

Mais nous refusons cette logique.

Le viol est un crime.

Et un crime impose une enquête complète. Un procès complet. Une justice complète.

Nous voulons une justice spécialisée. Une justice formée. Une justice débarrassée des préjugés sexistes. Une justice qui protège les victimes au lieu de les épuiser encore plus.

Une justice qui juge les agresseurs. Et une justice qui empêche la récidive grâce au suivi des auteurs avant, pendant et après leur condamnation.

Parce qu'une société qui n'est pas capable de protéger ses enfants est une société qui renonce à son avenir.

Depuis des années nous alertons. Depuis des années nous proposons. Depuis des années nous savons ce qu'il faut faire. Alors qu'ils ne disent plus qu'ils ne savaient pas. Ils savaient et ils savent toujours.

Mais ils ont préféré regarder ailleurs. Ils ont préféré reporter.

Attendre. Temporiser. Économiser.

Pendant qu'ils faisaient l'autruche, les violeurs violaient.

Quand 160 000 enfants et plus de 325 000 100 000 femmes sont victimes de violences sexuelles chaque année, de quel côté êtes-vous ?

Du côté de l'inaction ? Ou du côté de la protection ?

Du côté des économies ? Ou du côté de la justice ?

Du côté du silence ? Ou du côté des victimes ?

Pour toutes celles qui ne sont plus là. Pour toutes celles qui attendent encore justice. Pour toutes celles qui viendront après nous.

Ils n'ont pas voulu nous entendre. Alors maintenant nous allons faire du bruit si fort qu'il leur sera impossible de ne plus nous entendre.

Pour Lyhanna.

Pour toutes les victimes.

Nous ne voulons plus des hommages.

Nous voulons des moyens.

Nous ne voulons plus des promesses.

Nous voulons des actes.

Ils n'ont pas voulu nous entendre.

Alors maintenant nous allons faire un bruit qu'il leur sera impossible d'ignorer.

Pour Lyhanna.

Pour toutes les autres.

Pour toutes celles qui n'ont jamais été protégées.

Pour toutes celles qui attendent encore justice.

À trois.

Un.

Deux.

Trois.

FAITES DU BRUIT !!!!!

ET SIGNEZ LA PETITION SUR www.loi-integrale.fr